

À KIGALI, LE SÉNÉGALAIS SALL BUTE SUR LA DOCTRINE MOHAMED SEDDIK BENYAHIA

L'étrange épître du pardon - Rissalat el ghoufrane - de Mohammed VI à l'Union africaine

De Bruxelles, l'on sait un peu plus de la folle tentative de Rabat d'exclure la République sahraouie de l'Union africaine. Minutes.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

A Kigali, le complot du Maroc porté par le Sénégal a lamentablement échoué.

La stratégie adoptée par Rabat-Dakar manquait cruellement d'intelligence, de raffinement. Les observateurs, ici, à Bruxelles, estiment qu'en cette occurrence, la France, traditionnel parrain, n'a pas été convaincue du plan de stabilisation de la RASD au sein de l'Union africaine présenté par les experts de Mohammed VI. A l'avant-veille de la déclaration de principes (lettre du roi adressée au président en exercice de l'Union africaine), présentée, évidemment, à l'expertise française, Paris et Rabat divergeaient sur, non seule-

ment, la forme mais le fond de l'affaire. La diplomatie française ne souhaitant pas aller au clash avec l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, le Nigeria et une bonne partie d'Africains favorables à la République sahraouie.

Mohammed VI change, précipitamment de posture et charge un autre cabinet de conseillers d'apporter des retouches à la missive adressée à Idriss Deby, en charge de l'exercice tournant de l'UA. Dans cette dernière, il est notamment signifié que le Maroc ne demande pas l'exclusion de la RASD mais qu'il veut mieux «soigner», la maladie de l'intérieur que de «l'extérieur», s'attaque à son

père Hassan II en considérant que la sortie de l'Union africaine était une erreur et qu'en 1984 les «Africains étaient mineurs» en acceptant l'adhésion de la République sahraouie en leur sein. Bruxelles, Paris, Washington, Moscou, les garants de la dernière résolution de l'ONU sur le dossier sahraoui, comprennent, dès lors, qu'au Maroc les lignes ont bougé et que Rabat n'était plus rassuré ni rassurant sur la conduite des affaires au Sahara occidental.

L'ONU ne fait pas de cadeau et annonce le retour de la composante civile de la Minurso à Laâyoune occupée, le Quai d'Orsay communique son attachement au processus référendaire des Nations-Unies.

Fédérica Mogherini, Madame affaires étrangères de l'Union européenne refuse tout infléchissement par rapport à la position

européenne sur la question, largement favorable, bien que fluctuante, à la cause sahraouie.

De Kigali, les informations qui parviennent au roi ne sont pas bonnes. Le président rwandais, qui accueille le 27^e sommet, n'accorde à Mohammed VI qu'une seule faveur, prononcer un discours à l'ouverture pour annoncer la réintégration au sein de l'UE et point c'est tout. Trop peu pour Mohammed VI qui décide de rester à la maison. Macky Sall, le Sénégalais, est alors abandonné à son triste sort. Défendre le Maroc alors que ce dernier refuse d'engager la dernière bataille à Kigali. M^{me} Zuma reste alors à la tête de la présidence de l'UA jusqu'au prochain sommet, ce qui casse, complètement, les projets de Rabat portés par le malheureux Sall.

En réussissant à introduire la RASD au sein de l'Union africaine,

Mohamed Seddik Benyahia savait qu'il frappait un grand coup diplomatique.

Au président Chadli qui lui demandait de ne pas trop précipiter les choses, en attendant une évolution de Hassan II sur le dossier, Benyahia répondit : «Hassan II peut toujours montrer des signes d'évolution, la RASD en dehors ou à l'intérieur de l'Union africaine, cela n'a rien à voir». Chadli accepta, enfin, la doctrine Benyahia.

De 1984, entrée de la RASD au sein de l'Organisation africaine, alors OUA devenue UA, l'on attend toujours des évolutions de la partie marocaine.

Heureusement que Mohamed Seddik était là en 1984, autrement l'on se battrait, aujourd'hui, pour l'entrée ou non au sein de l'UA non pas du Maroc mais de la République sahraouie.

A. M.

TURQUIE

Ankara émerge de ses ruines après le putsch avorté

Imposant bâtiment de dix étages, le siège de la police à Ankara devait incarner la force et l'ordre. Il est aujourd'hui en ruines, éventré par une série de frappes aériennes dans la nuit du putsch manqué.

«Je ne sais pas combien de temps prendra la reconstruction, mais nous avons commencé», dit un responsable de la police à l'AFP sur place, inspectant l'étendue des dégâts.

Les putschistes qui ont tenté de renverser le président Recep Tayyip Erdogan dans la nuit de vendredi à samedi, à l'aide de chars et d'avions, ont ciblé les principaux centres du pouvoir dans la capitale, comme le quartier général de la police, le Parlement, mais aussi le palais présidentiel. Ce dernier doit accueillir mercredi deux réunions importantes. Ces bâtiments, que les Turcs voient parfois comme une incarnation intimidante du pouvoir de l'Etat, ont subi de lourds dégâts dans ces raids.

Après avoir «piraté» des avions et des hélicoptères d'attaque, les conjurés ont, dans la nuit de vendredi à samedi, survolé la capitale, terrorisant la population.

«Nous avons été attaqués par des hélicoptères et des F-16. Surtout après minuit, l'intensité a augmenté», a raconté le responsable de la police sous couvert d'anonymat. «Ils faisaient une pause, puis revenaient avec encore plus d'intensité».

La façade du bâtiment de la police est défigurée et le trottoir, devant, recouvert d'une couche de verre brisé qui craque sous les pas comme de la neige dure.

Les lettres signalant le siège de la police n'ont pas été épargnées : certaines sont tombées et d'autres, ne tenant qu'à un fil, menacent de suivre.

Dans les étages supérieurs, les plus touchés, les murs des bureaux ont explosé. Sur certains d'entre eux, visibles depuis la rue, sont accrochés des portraits du fondateur de la République de Turquie, Mustafa Kemal, qui semble contempler la scène.

Dans le district de Gölbaşı, juste à l'extérieur de la capitale, 42 personnes ont péri dans deux frappes aériennes des putschistes contre le quartier général des forces spéciales. A travers un mur détruit du bâtiment principal, un dortoir se dévoile, avec ses lits superposés, aux matelas et aux oreillers intacts. Des proches des victimes pleurent à côté des policiers qui montent la garde devant l'édifice. Le traumatisme, bien que d'une nature différente, dominait aussi au quartier

général de la télévision publique, la TRT, investie par les putschistes qui ont contraint une journaliste à lire la déclaration par laquelle ils annonçaient avoir pris le pouvoir.

«Les employés avaient les mains liées dans le dos et ont été contraints de s'allonger», a raconté l'un des responsables de la TRT, Kudret Dogandemir.

«Pendant ce temps, des F-16 nous survolaient à basse altitude». Quelques jours plus tard, la routine semblait avoir repris ses droits, a constaté l'AFP, un présentateur lançant un sujet sur l'échec du coup d'Etat. Mais

la cible la plus symbolique est sans doute le Parlement turc, où de nombreux députés se sont précipités après le début de la tentative de coup d'Etat et d'où ils ont proclamé que le putsch allait échouer.

Irfan Neziroglu, secrétaire général de l'Assemblée, a raconté qu'il s'était immédiatement rendu sur place avec d'autres élus en apprenant qu'une tentative de coup d'Etat était en cours.

«Avec le vol des F-16 à très basse altitude, c'était une panique indescriptible», a-t-il déclaré. Selon lui, l'enceinte du Parlement a

été bombardée à trois reprises par les pilotes rebelles. Ce qui était autrefois un hall agréable, décoré de cactus et de pièces d'eau décoratives, est recouvert de bris de verre. Les murs se sont effondrés, les massives portes dorées sont sorties de leurs gonds. Imperturbables, deux militaires en tenue de cérémonie montent la garde à l'entrée, immobiles, comme figés dans le temps.

«Si l'une des bombes avait dévié de quelques centimètres, nous tous qui nous trouvions dans le parlement, ne serions pas ici aujourd'hui», estime M. Neziroglu.

TROIS MILITAIRES FRANÇAIS TUÉS À BENGHAZI

Paris confirme la présence de ses forces en Libye

La France a annoncé hier la perte de trois militaires en «mission de renseignement» en Libye, confirmant pour la première fois la présence de ses forces dans ce pays, fragilisé depuis l'intervention en 2011 de l'Otan contre l'ancien régime de Maâmmar al-Khadafi et qui fait face à une expansion du groupe terroriste Daesh.

Le président François Hollande, a confirmé, lors d'une déclaration diffusée par la chaîne de télévision France 24, la mort des militaires français en Libye à la suite d'un accident d'hélicoptère alors qu'ils menaient une mission de renseignement.

«En ce moment-même, nous menons des opérations périlleuses de renseignement» dans ce pays, a-t-il relevé.

Le ministère français de la Défense a déploré la perte de trois sous-officiers français décédés en service commandé en Libye», expliquant que ces trois militaires faisaient partie de «forces spéciales françaises pour le renseignement et l'aide aux factions sur le terrain».

Elles (les forces spéciales françaises) «accomplissent, tous les jours, des missions dangereuses contre le terrorisme», a révélé le ministère.

Or, la France, qui soutient le gouvernement d'union libyen,

admettait jusqu'ici que ses avions militaires survolaient ce pays pour collecter de l'information et du renseignement, mais n'avait en revanche jamais confirmé la présence de forces françaises en Libye, évoquée notamment par le quotidien *Le Monde*.

Paris avait récemment proposé, par la voix de son ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, d'apporter son aide à la Libye et son gouvernement d'union nationale pour assurer sa sécurité, notamment maritime.

Mais les autorités libyennes font régulièrement part de leur assentiment au sujet d'une éventuelle intervention militaire étrangère en Libye.

La dernière intervention militaire officielle de la France en Libye remonte à il y a cinq ans lors de la révolte populaire qui a entraîné la chute du régime de Kadhafi. Depuis la chute du régime de Maâmmar al-Khadafi, la Libye est confrontée à plusieurs

défis, les plus importants étant l'expansion des terroristes de l'organisation terroriste Daesh et la situation sécuritaire. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déclaré craindre que des cellules de Daesh, chassées de leur fief de Syrte (est libyen) ne s'implantent ailleurs en Libye.

Pour le chef de l'ONU, «les pressions récentes exercées contre le groupe Daesh en Libye pourraient inciter ses membres, y compris les combattants étrangers, à se délocaliser et à se regrouper, en cellules plus petites et plus dispersées géographiquement, à travers le pays».

Il a averti dans un rapport au Conseil de sécurité, qu'«à l'avenir, l'impact des combattants de l'Ei éparpillés sur des groupes armés dans le sud pourrait devenir une source d'inquiétude».

L'envoyé spécial de l'ONU pour la Libye, Martin Kobler, a récemment souligné l'urgence de lutter contre Daesh dans le pays et la nécessité de reconstruire une armée libyenne «unifiée et intégrée».

Selon l'ONU, 2 000 à 5 000 membres de Daesh se trouvent à Syrte, Tripoli et Derna. Par ailleurs, la communauté internationale continue à apporter son

soutien au gouvernement d'union nationale en Libye en lui promettant de l'aider notamment à instaurer son autorité nécessaire pour le rétablissement de la paix et de la stabilité dans un pays miné par les violences depuis près de cinq ans.

A l'instar d'autres pays, l'Algérie, qui s'est pleinement investie depuis le début de la crise en Libye en faveur du processus conduit par les Nations Unies depuis son lancement pour la recherche d'une solution politique, plaide pour la préservation de la souveraineté de ce pays frère, de son intégrité territoriale et de l'unité de son peuple.

Lors d'une conférence ministérielle sur la Libye mi-mai à Vienne, le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, a réaffirmé le soutien de l'Algérie aux efforts du Conseil présidentiel du gouvernement d'union libyen pour la restauration de la sécurité et de la stabilité en Libye.

M. Messahel avait également insisté sur la nécessité pour la communauté internationale d'accompagner ces efforts pour faire face aux «défis politiques, économiques et sécuritaires auxquels fait face ce pays».